

## Éditorial

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, le CSU est une équipe du tout nouveau Centre de Recherches Sociologiques et Politiques de Paris, UMR du CNRS et de l'université de Paris 8, au sein duquel il est associé avec Genre, Travail, Mobilités. Le CRESPPA se met donc en place petit à petit tout en laissant à chacune de ses deux composantes une grande autonomie de fonctionnement et de choix scientifiques, notamment en termes de recrutement de chercheurs et enseignants - chercheurs. Pour les deux premières années de son existence, j'assume, au titre d'une direction tournante des deux composantes, la direction du CRESPPA.

Il est très regrettable que les desseins de l'administration concernant ce regroupement aient été si brutalement et rapidement dévoilés : en effet, pour le CSU, ce « mariage » s'est immédiatement soldé par la perte de notre unique poste de secrétariat-gestion. La mutualisation des fonctions administratives se faisant à marche forcée au sein de notre organisme, le CNRS a en effet considéré que le CRESPPA-CSU était riche des postes ITA du CRESPPA-GTM..., suggérant au passage que les personnels en place chez notre partenaire étaient sous-employés.

Cette édition de notre Lettre est donc réalisée dans un contexte de fort changement institutionnel pour notre équipe, auquel s'ajoutent les incertitudes qui pèsent sur la future structuration de notre organisme et sur son champ d'action.

Le recrutement de nouveaux membres est, pour partie, lié à ces changements, notamment à la disparition d'unités ne répondant plus aux critères ministériels. Le CSU voit arriver trois enseignants - chercheurs, membres de l'ex Groupe de recherche École, Travail, Institutions (GETI), équipe de Paris 8. Tous trois expriment à la fois une envie de participer de façon dynamique à notre vie scientifique et une nostalgie de ce qui faisait le fond et la forme des collaborations au sein de leur ancienne équipe. Les perspectives de recherches de chacun-e de ces trois collègues, Celia Bense Ferreira Alves, Daniel Bizeul et Marie Ménoret, nous ont particulièrement motivés, y compris par l'ouverture qu'elles proposent sur l'interactionnisme. Nous accueillons également Fabrice Guilbaud et Audrey Mariette, qui mènent chez nous leurs recherches postdoctorales. Les travaux de tous ces nouveaux collègues sont présentés dans cette *Lettre*.

Notre équipe est partie prenante du mouvement actuel dans l'enseignement supérieur et la recherche, des assemblées générales sur le site CNRS qui nous abrite et des démonstrations animées de notre volonté de défendre le sens de notre travail et les conditions dans lesquelles, statutaires ou non, nous pensons devoir l'exercer. Notre rubrique « Activités scientifiques » est, cette fois, consacrée à ces activités si ce n'est de « recherche », du moins destinées à la faire vivre.

*Anne-Marie Devreux*

### Sommaire

Actualités scientifiques.....	p. 2
<i>Quand la priorité est à la défense de la recherche</i>	
Du côté des chercheurs.....	p. 3
<i>Deux « post-docs »</i>	
<i>Trois nouveaux enseignants chercheurs</i>	
<i>Une nouvelle doctorante</i>	

Directrice de la publication :

**Anne-Marie Devreux**

Comité de rédaction :

**Françoise Battagliola, Angelo Bertoni, Carmen Calandra**

Secrétaire de rédaction :

**Danielle Muller**

Réalisation :

**Saviane Auzende**

## ACTUALITÉS SCIENTIFIQUES

### Quand la priorité est à la défense de la recherche

Une fois n'est pas coutume, la rubrique « Activités scientifiques » de ce numéro de la *Lettre CSU* n'évoquera ni nos nouveaux projets de recherche, ni nos séminaires et publications, mais une activité qui, pour ne pas être directement « scientifique » n'en est pas moins, compte tenu du contexte, l'accomplissement d'une tâche prioritaire indispensable à l'avenir de la recherche.

Depuis plusieurs mois en effet, une bonne partie de notre énergie passe à résister aux projets gouvernementaux qui tendent à vider le CNRS de ses missions et à mettre les personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur au service d'une recherche finalisée servant directement les priorités économiques du moment. En cela, ces projets sont oublieux de la fonction première de la recherche : produire de nouvelles connaissances utiles à toutes et tous et assurer la relève en formant, dans les laboratoires, et dans des conditions décentes, les futurs chercheuses et chercheurs.

Dès le mois de février 2009, nous nous sommes déclarés « Labo en lutte » et avons agi en lien avec nos « voisins » du site CNRS Pouchet et notre partenaire au sein du CRESPPA, l'équipe Genre, Travail, Mobilités. Concrètement, cette mobilisation nous a amenés à participer aux assemblées générales des personnels du site, souvent d'ailleurs parmi les organisateurs des débats. Nous nous sommes donc déclarés « labo mort » lors de chaque grande journée d'action dans la recherche, reconnaissant d'ailleurs que le qualificatif convenait bien peu à un laboratoire particulièrement vivant, actif et soudé dans la nécessité de l'action.

Actuellement, par exemple, plusieurs d'entre nous travaillent, en lien avec le Comité de défense des précaires du site CNRS Pouchet, à la réalisation d'une enquête par questionnaire sur la diversité des situations de précaires dans la recherche en sciences sociales. Nous renouvelons ainsi une pratique qui a malheureusement déjà dû être mise en œuvre plusieurs fois au cours des carrières des plus anciens d'entre nous : le recensement des précaires apparaît comme une nécessité récurrente pour faire comprendre à ceux qui sont en charge de l'organisation et de la gestion gouvernementales de la recherche qu'ils produisent les conditions de son éclatement lorsqu'ils disloquent les statuts et n'assurent pas un taux d'emploi statutaire suffisant.

Dans le cas actuel, avoir remis à une « agence » nationale la mission de financer la plus grande part de la recherche a eu directement pour conséquence la création de milliers d'emplois non permanents. Sauf à s'interdire de développer des programmes novateurs et d'utiliser les compétences des jeunes docteurs présents dans les labos, les unités se voient ainsi contraintes de nourrir elles-mêmes la précarisation.

D'une façon générale, le CSU a été présent dans les grands rassemblements de représentants de laboratoire ou de directeurs d'unité et a participé à la réflexion collective du milieu et de ses instances, notamment en faisant connaître ses prises de position et ses propositions, sur son site web ou ailleurs.

L'ampleur de la mobilisation face à la gravité des enjeux a aussi permis les rapprochements entre générations de chercheurs ou entre personnels de statut différent, parfois même les initiatives festives. C'est pourtant la consternation qui domine depuis que ce laboratoire du CNRS n'a pas entendu la moindre défense des personnels de l'organisme de la bouche de sa Présidence lorsqu'un jugement aussi méprisant que mal informé a été rendu à son encontre par la plus haute autorité du pays. Un directeur d'unité qui n'aurait rien dit dans de telles circonstances pour rétablir la vérité sur l'implication et l'éthique des personnels dont il a la charge aurait légitimement pu être désavoué. Cette blessure-là reste ouverte.

Du côté de notre tutelle universitaire, il est vrai que nous avons par contre connu une solidarité qui a été d'un grand soutien moral pour l'unité. Depuis janvier 2009, l'université de Paris 8 est en effet très largement mobilisée contre les réformes actuelles visant à affaiblir le service public d'enseignement et de recherche. L'opposition à la LRU et à sa logique fallacieuse qui met en avant l'« autonomie » des établissements en élargissant leurs missions tout en réduisant de fait leurs moyens, a fédéré les différentes instances représentatives de Paris 8, les étudiants, les enseignants et les personnels administratifs, avec l'appui clair et constant de la Présidence de l'université.

Alors qu'elle fêtait, durant cette année 2009, le 40<sup>ème</sup> anniversaire de sa fondation à Vincennes, l'université de Paris 8 s'est progressivement placée au cœur de la contestation. L'organisation de la mobilisation est tour à tour passée par la Deuxième Coordination des Universités, qui s'est tenue sur son campus le 11 février 2009, et la mise en place, dès les premières semaines, de cours alternatifs et d'autres manifestations « hors les murs » suivis par de nombreux étudiants et animés par des enseignants motivés, parmi lesquels les enseignants-chercheurs du CSU. Cette mobilisation s'appuyant sur une dynamique engendrée par les représentants des syndicats et ceux d'associations professionnelles a aussi révélé autant l'implication active des BIATOSS que l'engagement ferme du Président de l'université, Pascal Binczak, qui est à l'origine de plusieurs appels importants.

Le succès de « la ronde des obstinés » dont Paris 8 a pris l'initiative a confirmé la vitalité d'une opposition en phase avec la diversité, l'engagement et l'esprit critique qui caractérisent notre université. Si le retrait de la LRU n'a pas été obtenu, cette mobilisation n'est pas close. Selon la formule récente d'un collègue de Paris 8 « Nous décidons nous - mêmes ce qui est pour nous victoire ou défaite ».

De même, à une échelle plus institutionnelle, le travail considérable effectué par la Direction de l'université, par les personnels administratifs et techniques, par les conseils et leurs élus, par les différentes instances, dont les UFR et les écoles doctorales, pour élaborer le contrat quadriennal 2009-2012 de l'établissement, alimente la confiance dans la place importante et le rôle singulier de Paris 8 dans le paysage universitaire français. Au-delà des différences d'interprétations ou de positionnements, un attachement certain au dialogue et à la collégialité, à la diversité de pensée et des savoirs, relève précisément des modes de fonctionnement que les réformes en cours tendent à fragiliser, voire visent à faire disparaître.

Nous voici donc en quelque sorte au milieu du gué, connaissant d'un côté les projets de structuration de la recherche en Île de France, parmi lesquels le campus Condorcet pour les sciences sociales, dans lequel Paris 8 est partie prenante, attendant de l'autre côté de connaître dans les jours prochains la façon dont la « gouvernance » du CNRS défendra le prochain contrat d'objectifs et de moyens de l'organisme pour maintenir en son sein ses missions fondamentales, ses différents secteurs scientifiques de recherche et ses unités.

*Anne-Marie Devreux et Hervé Serry*

## DU CÔTÉ DES CHERCHEURS

### Deux « post-docs »

#### Fabrice Guilbaud

Fabrice Guilbaud a rejoint l'équipe CSU du CRESPPA en janvier 2009 pour mener, dans le cadre d'un contrat de recherche pour le GIP Mission de recherche Droit et Justice avec la participation de l'administration pénitentiaire, une recherche sur les femmes détenues au travail. Il s'agit d'une extension de l'enquête de thèse aux personnes détenues de sexe féminin incarcérées dans deux prisons (une pour des prévenues et condamnées à de courtes peines, l'autre pour des condamnées à de longues peines).

Fabrice Guilbaud est docteur en sociologie (2008). Il a d'abord été formé au travail social à l'IUT de Tours (département Carrières sociales, animation socioculturelle) puis il a préparé une maîtrise en sciences et techniques « Conception et réalisation de projets d'intervention ». Après une année passée à travailler comme ouvrier intérimaire en usines, il a obtenu un DEA de sociologie (2002) puis a préparé sa thèse de doctorat à l'université de Paris 10-Nanterre, au sein du laboratoire Genre Travail et Mobilités. Sa thèse, dirigée par Danièle Linhart (en collaboration avec Georges Benguigui), a bénéficié d'un financement du GIP Mission de Recherche Droit et Justice. Sa recherche a porté sur le travail des hommes détenus en ateliers pénitentiaires.

Il enseigne la sociologie au CNAM et est directeur de mémoire au pôle territorial d'Île de France de la protection judiciaire de la jeunesse. Il intervient également à l'université de Paris Ouest Nanterre-La Défense.

#### Audrey Mariette

Docteure en sociologie de l'EHESS, Audrey Mariette est actuellement post-doctorante CNRS au CSU et à l'ISCC (Institut des sciences de la communication du CNRS). Diplômée de l'IEP de Grenoble et à la suite du DEA de sciences sociales

ENS-EHESS, elle a réalisé son doctorat au sein de l'équipe Enquêtes, terrains, théories du Centre Maurice Halbwachs. Ses travaux s'inscrivent à la croisée de la sociologie de l'art et de la culture, de la sociologie politique et de la sociologie des intellectuels et des classes populaires. Dans sa thèse intitulée « "Le cinéma social" aux frontières de l'engagement. Sociologie d'une catégorie entre art et politique » (2008), elle suit la trajectoire des films dits « sociaux », de leur production à leur réception, et montre un espace de renouvellement de l'engagement des artistes et intellectuels de gauche dans un contexte de remise en cause du militantisme partisan. Elle intègre une dimension comparative européenne à ses recherches, en étudiant plus particulièrement, dans le cadre de son post-doctorat, le rôle de la distribution et de la réception des oeuvres à une échelle transnationale.

### Trois nouveaux enseignants chercheurs

#### Celia Bense Ferreira Alves

Après avoir enseigné plusieurs années en tant que PRAG d'anglais au département d'études des Pays anglophones de l'université de Paris 8, Celia Bense Ferreira Alves, docteure en sociologie, est aujourd'hui maîtresse de conférences dans cette même université. Interrogeant les systèmes de production fondés sur une économie de projet, elle a effectué sa première recherche au sein d'une organisation théâtrale ce qui lui a permis de rendre compte de la participation sur la durée des employés au fonctionnement du théâtre, au travers de l'analyse de la division du travail et des formes de coopération.

Elle poursuit aujourd'hui son investigation des relations de travail par le biais de deux études distinctes : l'une, menée dans une entreprise française de télécommunications, lui permet de creuser les ressorts de l'implication organisationnelle en s'intéressant aux salariés inscrits dans les dispositifs de mécénat social ; l'autre, menée aux États-Unis

auprès de metteurs en scène, vise à mettre au jour les éléments de définition du métier et à éclairer la notion de travail artistique. Ces deux études permettent également de creuser la définition du travail artistique et de la relation de service au-delà de la relation commerciale. Parce qu'elles sont conduites sur des terrains et dans des conditions extrêmement différentes, ces deux enquêtes permettent également de questionner les méthodes de collecte de données et, surtout, de leur restitution.

Par ailleurs, son intérêt pour la littérature sociologique américaine l'a conduite à se lancer dans la traduction de textes classiques de cette littérature. *Tally's Corner*, d'Elliot Liebow est le premier ouvrage proposé à la publication.

#### Daniel Bizeul

Professeur de sociologie à l'université d'Angers, où il enseigne dans le département Gestion des entreprises et des administrations de l'IUT, Daniel Bizeul a réalisé plusieurs enquêtes combinant implication ethnographique et travail d'investigation. Il a ainsi étudié le rôle social et politique du clergé rural entre 1900 et 1960, les populations nomades vivant en France et les effets des politiques publiques à leur égard, les actions de propagande et le processus d'enfermement partisan au Front national. En parallèle, il s'est intéressé à des aspects parfois négligés du travail de chercheur, comme le problème de l'écriture, de l'argumentation et de la preuve, le rôle joué par les expériences personnelles, la nécessité de rendre des comptes à autrui, les limites de la visée d'intelligibilité des sciences sociales.

Ses recherches actuelles ont trait à la vie sociale et politique à l'échelon local et à la vulnérabilité sociale et psychique des individus.

#### Marie Ménoret

Marie Ménoret a rejoint l'équipe CSU du CRESPPA le 1<sup>er</sup> avril 2009 après que le GETI, équipe d'accueil de l'université de Paris 8, a été supprimé, suite à son évaluation par l'AERES.

Depuis sa thèse, consacrée aux prises en charge institutionnelles du cancer en France et soutenue en 1997 à l'EHESS, elle a poursuivi ses travaux dans le domaine de la sociologie de la médecine et de la santé. D'abord dans le cadre d'un post-doc, effectué à l'université de Temple à Philadelphie, où elle a comparé les associations de malades en France et aux États-Unis.

Après avoir été nommée maîtresse de conférences au département de sociologie de l'université de Caen en septembre 2000, elle a ensuite obtenu en 2003 une délégation au CNRS afin de travailler sur les innovations sociologiques liées à l'introduction du paradigme génétique dans la cancérologie. Mutée à l'université de Paris 8 en septembre 2005, elle y enseigne, outre la sociologie de la santé, les méthodes du travail universitaire, la sociologie américaine et l'épistémologie des sciences sociales.

Elle achève actuellement sa participation à une enquête internationale sur le recours aux

médecines non-conventionnelles par les malades du cancer et vient d'initier une recherche, financée par l'InCA (Institut national du cancer), consacrée à l'autonomie des professionnels et des patientes en cancérologie.

### Une nouvelle doctorante

#### Anne-Florence Louzé

Après un DEA en sociologie du pouvoir à l'université de Paris 7 en 2005, Anne-Florence Louzé commence alors sa thèse sous la direction d'André Marcel d'Ans, qui décédera brutalement en juillet 2008. Depuis la fin de l'année 2008, elle est doctorante au CSU, sous la direction d'Yves Sintomer. Anne-Florence travaille sur la nouvelle relation entre gouvernés - gouvernants dans le Venezuela de Hugo Chávez. Ses thèmes de recherche sont les rapports entre démocratie, État et citoyenneté. Elle a été notamment lauréate du prix Luis Castro Leiva 2007.

### Séminaire du CSU

#### « Le monde social par le bas ? »

Le CSU a appliqué les décisions prises en assemblée générale et annulé les séances de son séminaire 2008-2009, selon les modalités votées par la Coordination nationale des laboratoires en lutte.

Il est envisagé d'organiser à l'automne une journée d'études pour débattre des thèmes qui devaient être présentés lors des séances qui n'ont pas eu lieu. L'information sera sur notre site WEB.

<http://www.csu.cnrs.fr/seminaires.html>



Cultures et

sociétés urbaines

CRESPPA – Umr7217

Cnrs - Université Paris 8

59, rue Pouchet  
75489 Paris Cedex 17  
Téléphone : 01 40 25 11 34  
Télécopie : 01 40 25 11 35

[csu@csu.cnrs.fr](mailto:csu@csu.cnrs.fr)  
Site web : [www.csu.cnrs.fr](http://www.csu.cnrs.fr)

Maquette :  
La Souris - 01 45 21 09 61